

TOUT EST POSSIBLE...

L'Etat tant décrié, accusé des principaux maux dont souffrent nos économies, est revenu au premier plan de l'actualité. Paradoxe ! Il est appelé au chevet du symbole même - les banques - d'un système qui a tout mis en œuvre pour le détruire. On redécouvre aujourd'hui certaines de ses qualités...

Trente ans de règne du système néo-libéral...

Dans un excellent ouvrage sur le bien commun, Riccardo Petrella, parle de cet Etat (1). Ce n'est pas celui dont les médias nous racontent les aventures, empêtré dans les scandales, la bureaucratie et l'inefficacité mais celui qui est garant du bien commun et de l'intérêt général. Celui qui est le principal gestionnaire de notre système de protection sociale, des services publics et de la solidarité. On l'a parfois appelé Etat-providence, sans que ces termes correspondent à son véritable rôle. Petrella préfère utiliser les mots anglais « Welfare State ».

Le monde dans lequel nous vivons n'a plus grand chose à voir avec celui que nous avons connu il y a une trentaine d'années : la consommation individuelle triomphe, le développement personnel est la règle, le marché domine et s'impose, au Nord comme au Sud. Gare à ceux qui ne suivent pas !

Parmi les grands principes du capitalisme mondial figurent en bonne place la dérégulation de l'économie qui signifie moins d'Etat ou plus d'Etat du tout et la privatisation de tout ce qui peut l'être : l'eau, l'électricité, l'éducation, les transports en commun.... avec les conséquences que rappelait Xavier Dupret lors de la dernière journée d'étude ACRF sur les services. La théorie néo-libérale affirme que stimuler la concurrence conduira à une amélioration de la qualité des services et à une diminution du prix pour le client. En fait, en ce qui concerne les services en réseaux comme la poste, l'électricité, le transport ferroviaire, l'eau, c'est le contraire qui s'est passé. Depuis la libéralisation du secteur européen de l'électricité, par exemple, les prix ont augmenté de plus de 140 % dans certains pays.

« Dans tous les pays développés, les classes dirigeantes en sont venues à considérer le Welfare State comme un boulet au pied des entreprises et de la compétitivité. La solidarité sur laquelle celui-ci a été fondé n'est plus vue comme le principe de la vertu des sociétés, écrit Petrella. Désormais, le bon, l'utile, le nécessaire sont définis par l'économie capitaliste au détriment du bien commun. Et pourtant !

Quand l'Etat gère lui-même...

Si nous avons un système de soins de santé comme celui que nous connaissons en Belgique, c'est parce qu'il est toujours aux mains de l'autorité publique. Et ça fonctionne plutôt bien comme le confirme Christian Léonard, directeur gestion du programme d'études au Centre fédéral d'expertise des soins de santé. « Comme toujours en économie, le problème se pose en termes de besoins et de ressources. Ces dernières sont limitées et les premiers infinis. Il faut donc décider ce qu'on va solidariser. La santé est multidimensionnelle et recouvre de nombreux aspects, il est impossible de tout prendre en charge. 21

milliards d'euros ont été dépensés en 2007 pour ce secteur. On aurait pu, c'est vrai, rembourser deux fois plus : les montures de lunettes, les soins de la peau, etc. mais 80 % des besoins jugés importants sont pris en charge, les 20 % restants considérés comme moins prioritaires sont à la charge des personnes. »

L'économiste met cependant en garde : dans un système où tous cotisent, tous doivent bénéficier des mêmes droits. « $\frac{3}{4}$ des cotisations financent la sécurité sociale qui repose sur le principe de solidarité. Le système est juste financièrement. Riche ou pauvre, chacun cotise et a les mêmes droits créant ainsi la cohésion sociale. Affirmer que certains ne devraient pas bénéficier du droit au remboursement des soins par exemple parce qu'ils ont les moyens alors qu'ils cotisent, c'est mettre le doigt dans l'engrenage de la privatisation, voulue ou non. Pourquoi continueraient-ils alors à cotiser ? » Dans ce sens, le système Omnio qui accorde des droits supplémentaires à des catégories de personnes précises est à priori une bonne idée mais c'est une fausse bonne idée, remarque l'économiste. « Il faut se méfier du saucissonnage de la société, il faut que les gens prennent conscience qu'ils sont membres d'une même humanité. »

Si les soins de santé ont la part belle dans la sécurité sociale avec un budget qui augmente chaque année de 4,5 % depuis 2004, il n'en est pas de même du chômage et des pensions. Les 2^{ème} et 3^{ème} piliers se sont développés alors qu'il fallait se battre pour défendre la pension légale. Aujourd'hui, on ne défend plus que la pension minimum. Et Christian Léonard de pointer du doigt les syndicats qui auraient dû réagir mais préfèrent lutter aux côtés des travailleurs pour obtenir des avantages extra-légaux. Mais, réclamer toujours plus d'avantages pour les travailleurs, c'est creuser encore plus la distance entre travailleurs et chômeurs.

Dans le domaine du chômage, une idée a fait son chemin et s'impose aujourd'hui : le chômeur est responsable de sa situation et doit mériter ce qu'il reçoit. Jugement plutôt que constat. Dans un remarquable ouvrage, Christian Léonard écrit : « Les voix qui s'élèvent en faveur de l'application de ce principe méritocratique sont de plus en plus nombreuses. Elles s'unissent à toutes celles qui sont à la recherche d'un bouc émissaire lorsque les périodes d'austérité succèdent aux périodes de croissance, que le financement de la solidarité est perçu comme une charge par la société et que son bénéfice doit forcément se mériter, oubliant qu'elle repose sur un système d'assurances sociales qui sont tout simplement un droit. » (2)

Changer radicalement les règles au nom de l'humain...

Cette part d'Etat qui continue à vivre et qui constitue ce qui nous reste en commun doit être sauvegardée à tout prix. Que se passerait-il si la sécurité sociale était privatisée ? Ce ne sont plus 17 % de pauvres que l'on compterait en Belgique mais bien davantage. Il ne faut pas que les soins de santé soient privatisés, déclare Christian Léonard, « car c'est un secteur qui se caractérise par une forte inégalité. Ceux qui ont le plus de problèmes de santé sont aussi ceux qui ont le moins de moyens et le plus besoin de solidarité ».

Il faut retrouver « le sens du faire ensemble, explique Riccardo Petrella, le sens du bien commun » qui implique l'existence de l'autre. La crise actuelle n'est-elle pas l'occasion pour l'Etat de reprendre son rôle de régulateur de l'économie et de reprendre le contrôle de ce qui a été privatisé à tort et à travers ? « Face à une société de plus en plus inégalitaire, il faut que ceux qui ont davantage acceptent de partager mais... il faudra sans doute un cataclysme, une onde de choc pour nous amener à vivre autrement. Tout le monde ne se sent pas concerné par les autres mais il faut savoir que la menace nous touche tous et qu'il est indispensable de prendre conscience de la nécessité de se mettre ensemble », conclut Christian Léonard.

Face à ceux qui persistent à affirmer que le marché n'a pas besoin d'être régulé et qu'il faut le laisser libre, de plus en plus s'accordent pour dire qu'il est impérieux de reconstruire le lien social mis à mal par trente ans de néolibéralisme. « Le krach de 2008 n'est pas d'abord technique, amendable par des palliatifs tels que la 'moralisation' ou la fin des 'abus'. C'est tout le système qui est à terre », écrit Serge Halimi dans le Monde diplomatique (3). Il faudra plus que simplement « dépoussiérer les projets les plus modestes, utiles mais tellement timides, sur la taxe Tobin, une augmentation du salaire minimum, un 'nouveau Bretton Woods', des fermes éoliennes. » Mais s'interroge Serge Halimi : « Qui proposera la mise en cause du cœur du système, le libre-échange ? 'Utopique' ? Aujourd'hui tout est possible quand il s'agit des banques.... »

Anne Vanhese
Journaliste à l'ACRF – Plein soleil

- (1) Riccardo Petrella, *Le bien commun-Eloge de la solidarité*, Ed. Labor, 1996.
- (2) Christian Léonard, *Croissance contre santé*, Couleur Livres, 2006.
- (3) Serge Halimi, *Penser l'impensable*, Le Monde diplomatique, novembre 2008.

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie
soient diffusées et reproduites ;
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

